

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^e année, n° 159

Du 14 au 20 février 1986

POLITIQUE

Le gouvernement refuse de participer aux manoeuvres
Lobos Zamora, ambassadeur
Le Guatemala, numéro 1 en matière de stérilisation
AID soutient la stérilisation
Partis politiques sans représentativité
Les luttes sociales comme produit de l'injustice

ECONOMIE

Le Salvador ferme ses frontières commerciales

CONTRE-INSURRECTION

Opérations sans précédent
Cerezo inaugure un "pôle de développement"

INSURRECTION

Occupation d'une bourgade

SITUATION SOCIALE

Un délai pour le gouvernement

DROITS DE L'HOMME

Accusation contre les forces de sécurité
Le GAM rend l'armée responsable
Cerezo s'entretient avec le GAM
Des personnalités espagnoles dénoncent et posent des exigences
La répression perdure
Demande d'enquête sur le lieu de détention d'un américain

4P-12345

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT REFUSE DE PARTICIPER AUX MANOEUVRES

Le 12 février, le gouvernement guatémaltèque déclinait l'invitation émanant de l'armée américaine quant à sa participation à des manoeuvres militaires dans l'océan pacifique.

Le Général John Galvin, Chef du commandement sud de l'armée américaine ayant pour siège Panama et l'ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra se sont entretenus avec le Président Cerezo et le ministre de la défense, le Général Jaime Hernandez aux fins d'inviter les forces armées à participer aux dites manoeuvres qui ont, selon eux, pour but de faire valoir la "présence" militaire américaine.

Le ministre des affaires étrangères du Guatemala, Mario Quininez Amezcuita a signalé à la presse que son gouvernement n'a pas accepté de participer à ces manoeuvres car "elles n'allaient pas dans le sens de la détente".

LOBOS ZAMORA, AMBASSADEUR

Le 18 février, le président Vinicio Cerezo signalait que le Général Rodolfo Lobos Zamora, l'homme fort du régime du Général Mejia Victores allait être nommé comme ambassadeur au Panama.

Au cours d'une conférence de presse, le mandataire a indiqué que les démarches nécessaires auprès du gouvernement du Panama dans ce but avaient déjà été entamées.

Lobos Zamora est accusé par les organisations humanitaires d'être l'un des militaires les plus compromis dans les abus commis par les trois derniers régimes militaires (1978-1985) dans le domaine des violations des Droits de l'Homme.

LE GUATEMALA, NUMERO 1 EN MATIERE DE STERILISATION

Le 17 février, le journal El Gráfico indiquait qu'au terme d'une enquête réalisée par des organismes sanitaires d'Europe et des Etats-Unis, le Guatemala se trouvait en tête de liste pour ses programmes de stérilisation massive et par rapport à l'ensemble du monde.

Le rapport indique qu'il s'agit de "l'application de systèmes qui constituent une véritable duperie envers les victimes qui sont pour la plupart des femmes indigènes provenant des régions rurales".

AID SOUTIENT LA STERILISATION

Le 18 février, le gouvernement guatémaltèque avouait avoir reçu des dénonciations portant sur les activités de l'AID -Agence Internationale pour le Développement-, agence qui dépend du gouvernement américain, dans le domaine des programmes de stérilisation imposés aux indigènes du haut plateau occidental du pays.

Le ministre de la santé, Carlos Armado Soto, a signalé que de telles activités "feraient l'objet d'une enquête minutieuse" et, que si l'on arrivait à démontrer que l'on a recours à la duperie pour stériliser les indigènes, les lois nationales seraient alors appliquées et que toute aide américaine dans ce domaine serait refusée.

PARTIS POLITIQUES SANS REPRESENTATIVITE

Le 14 février, la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- dénonçait le fait qu'aucun parti politique actuellement inscrit au Guatemala n'avait de véritable base de soutien populaire. Ils sont avant tout le domaine privilégié de groupes d'élites qui vont jusqu'à prendre des positions contraires aux intérêts nationaux."

La CUSG a stipulé, en outre, que les travailleurs devraient créer leur propre parti si les partis existants ne font aucun effort en vue d'améliorer les conditions des personnes les plus démunies et elle a lancé un appel aux formations politiques pour que ces dernières s'engagent à instaurer un véritable système démocratique.

LES LUTTES SOCIALES COMME PRODUIT DE L'INJUSTICE

Le 14 février, l'Archevêque de Guatemala, Prospero Penados del Barrio, alors qu'il revenait au pays après avoir pris part à la réunion annuelle du Conseil Episcopal latino-américain, qui s'est tenu en Colombie, faisait remarquer que l'inégalité engendrait des luttes au Guatemala.

DROITS DE L'HOMME

ACCUSATION CONTRE LES FORCES DE SECURITE

Le 18 février, les dirigeants du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Centre-Américaine du Verre, STICAVSA, dénonçaient le fait que des membres du bataillon des opérations spéciales de la Police Nationale -BROE- et de l'Armée étaient compromis dans des activités de répression.

Les syndicalistes ont précisé, au cours d'une conférence de presse, que des effectifs du BROE avaient séquestré, le 18 février 1984, le dirigeant syndical, Fernando Garcia et, qu'ils l'avaient transféré par la suite au centre militaire Justo Rufino Barrios, de la ville de Guatemala, où la victime avait été torturée.

LE GAM REND L'ARMEE RESPONSABLE

Le 11 février, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches des personnes disparues et détenues, émettait une déclaration dans laquelle il imputait la responsabilité des violations des Droits de l'Homme qui ont été commises dans le pays à l'Armée. Elle a réussi à faire du pays "un bain de sang sans comparaisons aucunes dans toute l'histoire de l'Amérique Latine", en promouvant la fameuse doctrine de la Sécurité Nationale.

Le GAM signale, en outre, qu'il dispose de preuves de la responsabilité de l'armée et il accuse les généraux Oscar Mejia Victores, Rodolfo Lobos Zamora, Efrain Rios Montt, Romeo Lucas Garcia et German Chupina, ainsi que les colonels Pablo Nuil Hub et Rafael Bol de la Cruz, d'être coupables d'avoir fait disparaître des centaines de guatémaltèques. Il a également insisté pour que le gouvernement actuel ouvre une enquête complète en la matière.

CEREZO S'ENTRETIENT AVEC LE GAM

Le 13 février, le Président Vinicio Cerezo rencontrait les membres du GAM, qui lui ont remis une pétition réclamant l'ouverture d'une enquête quant au lieu de détention des centaines de personnes séquestrées par les forces de sécurité.

Cerezo a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager à effectuer des actions qui, selon ses termes, "ne pouvaient être effectuées". Il a précisé qu'il n'avait rien à voir avec ces disparitions et à promis d'essayer d'éviter de tels cas à l'avenir.

La dirigeante du GAM, Nineth Montenegro, a répondu au président qu'il savait pertinemment bien et au même titre que les membres du GAM qui étaient les responsables de la répression.

DES PERSONNALITES ESPAGNOLES DENONCENT ET POSENT DES EXIGENCES

Le 12 février, diverses personnalités espagnoles adressaient une lettre ouverte au président Cerezo dans laquelle ils demandaient le respect des Droits de l'Homme pour le peuple guatémaltèque et le jugement des militaires responsables d'assassinats et d'enlèvements.

La lettre, publiée dans divers milieux de presse locaux, condamne la "persistance des actes de violence qui se déroulent au Guatemala, et plus particulièrement, les assassinats, les disparitions forcées et involontaires et les réclusions clandestines, de même que les déplacements forcés de la population indigène et rurale qui perdurent et le rassemblement desdites personnes dans des supposées bourgades modèles".

LA REPRESSION PERDURE

Le 13 février, l'ingénieur Carlos Alberto Coloma Pelaez, âgé de 60 ans, a été assassiné devant chez lui, dans la capitale, par des hommes fortement armés, identifiés par les voisins et les témoins comme des membres appartenant aux forces de sécurité.

Selon les dénonciations, l'ingénieur a été criblé de balles alors qu'il rentrait chez lui. De même, l'ouvrier Juan Diego Morales Hernandez a été enlevé, le 8 février, par des supposées autorités alors qu'il se rendait sur le lieu de son travail, dans la municipalité de Villa Nueva, dans le département de Guatemala.

Entre le 14 et le 18 février, quelques 6 cadavres au moins, portant des traces de violence, ont été retrouvés dans divers endroits du pays.

DEMANDE D'ENQUETE SUR LE LIEU DE DETENTION D'UN AMERICAIN

Le 13 février, dans un communiqué de presse, les parents de l'américain Jack Shelton, enlevé le 21 juillet 1981 par des effectifs des forces gouvernementales dans le département de Huehuetenango, demandaient aux autorités de leur communiquer des informations relatives à l'endroit de détention de leur fils.

De même, Carmen Zamora et Amanda Georgette Veliz Hernandez ont demandé au Président Cerezo qu'il ouvre une enquête afin de déterminer le lieu de détention de cinq membres de leurs familles qui furent enlevés en 1983 par les forces de sécurité gouvernementales.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX